
Ecarter la menace nucléaire croissante, ralentir la course aux armements

Memorandum de l'Union soviétique

Dans les circonstances actuelles, étant donné l'accroissement des tensions dans le monde et l'aggravation de la menace d'une guerre nucléaire, les Etats n'ont et ne sauraient avoir de tâche plus importante que de mettre au point et d'adopter des mesures efficaces visant à réduire les tensions et à renforcer la paix générale et la sécurité des peuples.

Maintenant que les Etats ont accumulé d'énormes réserves d'armes ayant un pouvoir destructeur colossal, que la course aux armements non seulement se poursuit mais s'accélère et que l'on découvre sans cesse de nouveaux moyens de destruction massive, de plus en plus raffinés et dévastateurs, il faut, plus que jamais, que tous les Etats et en particulier les grandes puissances fassent preuve d'un sens élevé des responsabilités, d'une sage retenue et d'une extrême modération dans toutes leurs décisions et actions de politique extérieure. Ils doivent avoir la volonté politique d'unir leurs efforts en vue de normaliser la situation et de consolider les principes positifs des relations entre les Etats.

C'est la politique que mènent avec rigueur et constance l'Union soviétique et les autres pays socialistes ainsi que la majorité des Etats de tous les continents. Ils considèrent que c'est leur devoir à l'égard des peuples ainsi que des générations présentes et futures. Ils continueront à s'y tenir scrupuleusement.

I

Si la menace d'une guerre se fait plus lourde c'est que, depuis quelques années, certains Etats poursuivent une politique contraire aux intérêts de la paix.

En violation des engagements de prévenir la guerre nucléaire qu'ils ont pris dans les années 70, ils parlent aujourd'hui de conflit nucléaire concevable et même "acceptable".

Loin d'admettre de façon réaliste que toute utilisation de l'arme nucléaire débouche inévitablement sur la conflagration nucléaire totale, avec toutes ses conséquences, ils élaborent différentes façons de mener une guerre nucléaire - depuis la guerre limitée jusqu'à la guerre générale - et déploient leurs forces stratégiques offensives en comptant utiliser l'arme nucléaire en premier, dans l'espoir d'une victoire.

Rejetant la seule politique raisonnable dans les circonstances actuelles, le maintien d'un équilibre militaire entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, entre l'Organisation du traité de Varsovie et l'OTAN - c'est-à-dire une politique de stabilité stratégique - ces Etats ont opté pour la recherche de la supériorité militaire.

/...

Ils y consacrent des sommes considérables et, pour réaliser de nouveaux programmes militaires, ils dépensent non plus des milliards, ni même des dizaines ou des centaines de milliards de dollars, mais des trillions.

Ces sommes devront permettre d'ajouter aux milliers d'ogives nucléaires déjà accumulées, des milliers de nouvelles ogives dépassant en puissance 10, 20 et même 120 fois la bombe atomique lancée en 1945 sur Hiroshima.

On construit des armes nucléaires capables de frapper avec plus de précision des objectifs à protection renforcée. Les systèmes d'armes stratégiques deviennent mobiles. La production de nouveaux systèmes stratégiques, notamment de missiles de croisière à grande portée a commencé. On met au point des systèmes militaires spatiaux que l'on prévoit d'équiper d'armes à laser. L'extension de la course aux armements à l'espace est liée à l'avènement d'engins spatiaux habités réutilisables. L'arsenal des armes chimiques se modernise et s'élargit considérablement, on fabrique une nouvelle génération d'armes chimiques meurtrières, les armes binaires. L'efficacité des armes classiques s'améliore considérablement.

On envisage de déployer, aussi loin que possible du territoire des Etats-Unis et aussi près que possible du territoire de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, de nouveaux systèmes américains de missiles nucléaires, l'idée étant de réduire le temps de parcours jusqu'à la cible et donc d'accroître l'effet de surprise de l'attaque. Il s'agit en fait d'une tentative délibérée de détruire l'équilibre stratégique. Tel est précisément le but des plans actuels de l'OTAN concernant le déploiement, dans les pays d'Europe occidentale, de centaines de nouveaux missiles américains à moyenne portée. On installe également des bases avancées des Etats-Unis en Extrême-Orient et dans l'ouest de l'océan Pacifique. La concentration, dans l'océan Indien, d'importantes forces de la marine de guerre des Etats-Unis ayant un potentiel nucléaire et la mise en place d'un vaste réseau de bases militaires américaines autour de la base stratégique clef de Diego Garcia ont aussi le même objectif.

On ne peut manquer d'en conclure que toute cette activité militariste vise à donner une assise matérielle aux idées stratégiques agressives, nourries d'aventurisme et saturées de l'ivresse militaire qui grise leurs auteurs.

L'Union soviétique l'a dit maintes fois et réaffirme de nouveau qu'en toutes circonstances, elle saura dûment assurer sa sécurité et celle de ses amis et alliés. Quelles que soient les armes dont disposeraient les Etats-Unis, quelle qu'en soit la quantité, disait L. I. Brejnev, "les forces armées soviétiques seront en mesure de les contrebalancer". L'Union soviétique, a-t-il souligné, "trouvera les moyens de riposter rapidement et efficacement à tout défi qu'on voudra nous jeter".

Il n'en reste pas moins que les Etats-Unis et certains de ses alliés de l'OTAN recherchent la supériorité militaire et ce fait détermine dans une large part l'évolution actuelle de la situation dans le monde. C'est une politique dangereuse, dangereuse pour tous les Etats et tous les peuples.

La politique de recherche de la supériorité militaire sur l'Union soviétique et les Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie et d'accélération de la course aux armements se traduit dès maintenant par une grave détérioration de la situation internationale. Elle comporte le risque d'une déstabilisation stratégique c'est-à-dire d'une destruction de l'équilibre militaire existant.

Le blocage continu des négociations sur des questions aussi importantes que l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, l'interdiction et la destruction des armes chimiques, la limitation puis la réduction, des activités militaires dans l'océan Indien et la limitation des ventes et livraisons d'armes classiques et aussi des négociations sur les systèmes antisatellite s'inscrit dans la même lignée et se rattache étroitement à la volonté de supériorité militaire.

Pourquoi les négociations sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale ne progressent-elles pas, pourquoi les résolutions de l'ONU sur l'interdiction des armes à neutrons et sur l'interdiction de la mise au point de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive et sur l'ouverture des négociations en vue du désarmement nucléaire restent-elles lettre morte? Pour les mêmes raisons. Qu'est-ce qui a empêché, au début de cette année, de faire aboutir la réunion à Madrid des Etats qui ont participé à la Conférence sur la sécurité en Europe et d'adopter une résolution sur la convocation d'une conférence sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe? Toujours la même volonté de supériorité militaire.

On s'efforce parfois de justifier la volonté de supériorité militaire en prétendant qu'elle est indispensable pour renforcer la paix et la sécurité. C'est en fait le contraire qui est vrai : cette politique ne peut se traduire que par un affaiblissement de la sécurité de tous les Etats, y compris de ceux qui la mènent et aggraver la menace de guerre nucléaire qui pèse sur notre planète.

Or l'humanité a une autre option : la consolidation de la paix et la sécurité, la détente et le désarmement. Cette possibilité existe et elle peut et doit devenir la réalité.

Ceci exige, de la part de tous les Etats et de tous les peuples, une action énergique et résolue pour écarter la guerre nucléaire et réduire radicalement les tensions militaires. Il faut placer plus haut que tout une volonté politique de paix, qui serait fondée sur la prise de conscience des réalités de l'âge nucléaire et qui pourrait déboucher sur l'élaboration de nouvelles approches, de nouveaux moyens d'écarter la menace nucléaire.

C'est pourquoi, comme il est dit dans le message adressé aux participants à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement par L. I. Brejnev, Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, l'Union soviétique s'est engagée à ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire.

/...

Cette décision d'une importance extrême prise par l'Union soviétique a pour but de faciliter le virage qui permettrait de passer des dangers de la situation actuelle à une paix plus sûre et plus durable et de fortifier l'espoir des hommes que la déflagration nucléaire ne se produira jamais nulle part.

Les peuples du monde sont en droit d'attendre que la décision de l'Union soviétique soit suivie de mesures semblables de la part des autres puissances nucléaires. Alors la situation politique et militaire dans le monde s'améliorera radicalement. La confrontation militaire perdra de son acuité, la stabilité stratégique sera renforcée et la confiance internationale s'instaurera de nouveau dans les relations entre les Etats dotés de régimes sociaux différents.

Pour renforcer la stabilité stratégique et l'équilibre militaire, il importe de prendre également diverses mesures concrètes.

/...

II

La consolidation de l'équilibre militaire, tout importante qu'elle soit pour une paix durable, n'apporte pas pour autant à l'humanité la garantie d'être affranchie de la menace de guerre, dès lors que les niveaux de confrontation militaire sont élevés et continuent d'augmenter. Il faut aller plus loin, abaisser ces niveaux, limiter et réduire les armements, ce qui signifie relancer résolument les négociations en cours, reprendre les négociations interrompues et en engager de nouvelles sur toutes ces questions. Dans la conjoncture actuelle, les négociations sur la limitation des armements et sur le désarmement constituent l'axe essentiel de l'action conjointe des Etats au service de la paix, pour préserver l'humanité de la menace d'une catastrophe nucléaire.

L'intelligence humaine qui a inventé le monstrueux appareil de destruction nucléaire est capable de trouver les moyens de le démanteler et de délivrer l'humanité du cauchemar qu'il représente. L'Union soviétique, comme beaucoup d'autres Etats, estime qu'il convient à cet effet d'agir sur plusieurs fronts à la fois et, avant tout, dans les domaines suivants :

Elaboration, adoption et réalisation par étapes d'un programme de désarmement nucléaire. A notre avis, ce programme pourrait comprendre :

- la cessation de la mise au point de nouveaux systèmes d'armes nucléaires;
- la cessation de la production de matières fissiles pour la fabrication de divers types d'armes nucléaires;
- la cessation de la fabrication de munitions nucléaires de tous types, ainsi que de leurs vecteurs;
- la réduction graduelle des stocks d'armes nucléaires, y compris les vecteurs;
- la disparition totale des armes nucléaires;

La limitation et la réduction des armes nucléaires doivent s'appliquer à tous les agents nucléaires et, en premier lieu, aux armes stratégiques et aux armes à moyenne portée.

L'Union soviétique serait prête à accepter, sous réserve de réciprocité, que le tout premier pas, accompli dans la voie de la réduction des armes nucléaires, tant stratégiques qu'à moyenne portée, soit de grande envergure.

Limitation et réduction des armements stratégiques. L'Union soviétique considère qu'il s'agit là d'un des problèmes d'importance primordiale qui attendent leur solution. Il faut que les négociations à ce sujet soient abordées avec sérieux et sens des responsabilités. C'est ainsi précisément que l'Union soviétique les envisage en vue de parvenir à un règlement mutuellement acceptable.

/...

Comme l'a dit L. I. Brejnev, il est nécessaire pour rendre ce règlement possible, premièrement, que les négociations visent réellement à la limitation et la réduction des armements stratégiques et ne servent pas à dissimuler la poursuite de la course aux armements et des efforts faits en vue de rompre l'équilibre existant. Deuxièmement, il faut que les parties aux négociations les conduisent en tenant compte des intérêts légitimes de chacune d'entre elles en matière de sécurité et en respectant strictement le principe de l'égalité et d'une égale sécurité. Il s'agit enfin de préserver tout ce qui a été déjà acquis de positif dans ce domaine.

Limitation et réduction des armements nucléaires en Europe. Malgré toutes les difficultés qui sont apparues dans le cadre des négociations soviéto-américaines de Genève consacrées à ce sujet, l'Union soviétique n'en continue pas moins de se régler sur la nécessité de les faire progresser et fait tout ce qu'elle peut pour y parvenir.

L'Union soviétique réaffirme qu'elle est prête à s'entendre avec son partenaire sur une renonciation totale des deux parties à tous les types d'armes à moyenne portée, capables de frapper des objectifs européens. L'Union soviétique pourrait aller plus loin encore, jusqu'aux moyens d'affranchir l'Europe d'armes nucléaires à moyenne portée et d'armes nucléaires tactiques. Au cas où les Etats-Unis et leurs alliés ne seraient pas prêts à un règlement global de ce problème, l'Union soviétique pourrait accepter des réductions quantitatives réciproques graduelles mais substantielles, des armes nucléaires à moyenne portée.

Soucieuse de contribuer au succès des négociations de Genève et de marquer sa bonne volonté, l'Union soviétique, on le sait, a décidé un moratoire sur le déploiement de ses armes à moyenne portée dans la partie européenne de l'URSS. Qui plus est, toujours sur une base unilatérale, elle a annoncé son intention d'en réduire le nombre et a déjà effectivement pris les mesures en ce sens.

Pour ce qui concerne le désarmement nucléaire en général, l'Union soviétique est prête à aller jusqu'au bout, à condition bien sûr que toutes les puissances nucléaires fassent de même, pour parvenir à la suppression totale de toutes les armes nucléaires, stratégiques, à moyenne portée et tactiques.

Les ressources qui pourraient être dégagées à chaque étape du désarmement nucléaire seraient intégralement affectées à des emplois pacifiques et, notamment, à l'aide aux pays en développement.

L'élaboration de mesures de désarmement nucléaire exige que soient arrêtées de concert des moyens et des formes de contrôle appropriés, qui donnent satisfaction à tous les intéressés et contribuent à l'application effective des accords conclus.

L'Union soviétique est prête à participer à tous ces travaux. C'est maintenant aux autres puissances nucléaires, et avant tout aux Etats-Unis, qu'il appartient de prendre position.

/...

Interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Le règlement de ce problème - qui devrait être résolu depuis longtemps - signifierait que les puissances nucléaires n'auraient plus la possibilité de continuer à perfectionner l'arme nucléaire, d'en multiplier les types et les versions. Le régime de la non-prolifération des armes nucléaires s'en trouverait du même coup renforcé.

En vue de résoudre le problème des essais d'armes nucléaires, on peut procéder selon une démarche radicale aussi bien que par étapes. L'Union soviétique quant à elle est prête à ratifier à tout moment le Traité sur la limitation des essais d'armes nucléaires, signé avec les Etats-Unis en 1974. Pour élaborer un traité sur l'interdiction générale et complète de tels essais, il serait nécessaire d'utiliser au maximum l'enceinte multilatérale qu'offre le Comité du désarmement de Genève. La partie soviétique est également prête à reprendre sans tarder les négociations tripartites entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur la conclusion d'un tel traité, négociations interrompues par ses partenaires dans leur phase finale.

Prévention de la prolifération ultérieure des armes nucléaires. Considérant cette tâche actuelle dans l'optique de la consolidation de la stabilité stratégique et de l'équilibre militaire, l'Union soviétique estime qu'elle se rattache directement aux questions de désarmement nucléaire. Plus on aura la certitude qu'il n'y aura pas d'armes nucléaires, dans les Etats qui n'en possèdent pas actuellement, plus on sera porté à réduire les potentiels nucléaires existants.

L'Union soviétique part du principe que la consolidation du régime de la non-prolifération des armes nucléaires sert les intérêts des pays nucléaires aussi bien que des pays non nucléaires et contribue à la préservation de la paix et de la sécurité des peuples. Le régime de la non-prolifération des armes nucléaires a créé des conditions favorables à une large coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Union soviétique ne manque jamais de défendre une telle coopération et elle y prend une part active.

De nombreux pays qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires demandent que, dans le cadre du régime de la non-prolifération, les Etats nucléaires placent eux aussi sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique certaines de leurs installations nucléaires pacifiques. L'Union soviétique est prête, dans ce domaine également, à aller au devant des pays non nucléaires. Pour faire preuve de bonne volonté, elle se déclare disposée à mettre sous contrôle de l'AIEA une partie de ses installations nucléaires pacifiques, à savoir plusieurs centrales atomiques et réacteurs expérimentaux.

Les Etats non nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont naturellement intérêt à ce que leur sécurité ne soit pas de ce fait diminuée, mais mieux assurée. Ils demandent que les puissances nucléaires leur accordent des garanties appropriées. L'Union soviétique, qui envisage cette demande avec compréhension, est prête à conclure une convention internationale à ce sujet.

/...

Il serait également très important de parvenir à un arrangement international pour prévenir l'installation d'armes nucléaires dans les pays où il n'en existe pas actuellement et, en attendant, s'abstenir de tout nouveau déploiement d'armes nucléaires sur les territoires d'autres Etats, ce qui contribuerait aussi à renforcer la sécurité des pays non dotés d'armes nucléaires et le régime de la non-prolifération des armes nucléaires.

Zones exemptes d'armes nucléaires. De nombreux Etats considèrent que dans l'action à mener pour endiguer la course aux armements nucléaires, un rôle majeur revient à la création de zones géographiques où ces armes ne seraient ni créées ni déployées. Suivant l'exemple du Mexique et des autres Etats d'Amérique latine qui ont conclu le Traité bien connu de Tlatelolco, divers pays ont pris des initiatives dans ce sens pour leurs régions respectives, à savoir le Nord de l'Europe, les Balkans, le Proche-Orient, l'Afrique et certaines autres régions.

L'Union soviétique considère favorablement ces initiatives. En sa qualité de puissance nucléaire, elle est prête à contribuer à la recherche de solutions universellement acceptables en vue de la création de zones exemptes d'armes nucléaires.

III

Si l'arme nucléaire est celle qui possède le plus grand pouvoir de destruction, les autres types d'armes n'en représentent pas moins un danger redoutable pour l'humanité. La nécessité s'impose donc d'engager aussi des négociations visant à la limitation, à la réduction et à la suppression de ces armes.

Interdiction et suppression des armes chimiques. L'Union soviétique, tout comme beaucoup d'autres Etats, estime que cette question est parmi les plus actuelles. Elle doit être résolue sans délai. En refusant de poursuivre les négociations bilatérales et en effaçant ainsi l'accord soviéto-américain relatif à l'initiative conjointe en matière d'interdiction des armes chimiques, les Etats-Unis ont porté un coup à l'espoir que nourrissaient les peuples d'une prompte solution. Il en est d'autant plus important qu'au sein du Comité du désarmement les Etats redoublent d'efforts en vue de mettre au point une convention internationale sur l'interdiction et la suppression des armes chimiques. Il va de soi que cette convention devra prévoir un contrôle rigoureux qui, parallèlement à l'utilisation des instruments nationaux, comporterait également des procédures internationales, y compris une vérification sur place organisée suivant des principes à arrêter d'un commun accord.

En attendant, les Etats devraient éviter tout acte de nature à compliquer les négociations. Sous ce rapport, il importe tout particulièrement que les Etats renoncent au déploiement d'armes chimiques dans les pays où il n'en existe pas actuellement.

/...

Interdiction de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique. Une proposition pertinente de l'URSS, dont nul ne conteste l'actualité, a été communiquée au Comité du désarmement pour examen par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il convient que le Comité s'attache sans délai à l'élaboration d'un traité international approprié.

Limitation de l'activité de forces navales. L'Union soviétique a déjà avancé unilatéralement ou conjointement avec les autres pays socialistes, une série de propositions visant à limiter l'activité des forces navales dans certaines régions de l'Océan. Plusieurs autres Etats ont également fait des propositions similaires.

Ces initiatives portent sur la limitation et l'abaissement du niveau de présence et d'activité militaires dans les secteurs où la probabilité de situations conflictuelles est la plus grande. Pour assurer une situation plus stable dans les régions en question, il serait utile d'examiner les questions suivantes :

- retrait des sous-marins armés de missiles balistiques des vastes secteurs qu'ils patrouillent en état d'alerte, accompagné d'une réduction de leur champ d'opération qui le ramène à des limites fixées d'un commun accord;
- limitation de l'installation de nouveaux systèmes de missiles balistiques à bord de sous-marins;
- renonciation au déploiement de missiles de croisière à grande portée basées en mer, tout comme de missiles analogues basés à terre;
- extension des mesures propres à accroître la confiance aux bassins maritimes et océaniques, et surtout aux secteurs où passent les routes maritimes les plus fréquentées;
- transformation de la Méditerranée en une zone de paix et de coopération stables;
- renforcement de la paix et de la sécurité dans la zone du golfe Persique.

L'Union soviétique appuie l'idée, avancée par les pays non alignés, de faire de l'océan Indien une zone de paix et prend une part active à la préparation d'une conférence internationale sur ce sujet. Elle est prête à reprendre à tout moment ses négociations avec les Etats-Unis sur la limitation suivie d'une réduction des activités militaires dans l'océan Indien.

L'URSS pourrait même aller plus loin dans la voie de la limitation et de la réduction des armements de forces navales. Sous ce rapport, il serait utile que les Etats dotés de flottes de guerre puissantes examinent de concert la possibilité de les limiter et de les réduire.

/...

Limitation et réduction des armements classiques et des forces armées.

Ce domaine exige également des négociations sérieuses entre Etats, propres à ouvrir la voie à un abaissement numérique substantiel des forces armées et des armements par rapport à leurs niveaux actuels, à l'échelle mondiale tout comme dans diverses régions. Le développement des armes dites classiques va en s'accroissant et présente un danger réel; il contribue à l'instabilité au niveau régional et entraîne un nombre toujours croissant de pays dans l'engrenage de programmes militaires ruineux.

La conclusion récente de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination est un pas en avant dans la bonne direction. C'est la raison pour laquelle l'Union soviétique a été parmi les premiers à ratifier cette Convention et les protocoles qui y sont annexés. Mais il reste des objectifs plus vastes et plus importants à atteindre.

Il s'agit notamment, de se mettre d'accord pour ne pas accroître les forces armées et les armements classiques afin de jeter ainsi les bases des négociations sur leur réduction ultérieure.

Autre tâche d'importance, il faut s'entendre sur la limitation des ventes et des livraisons d'armes classiques, dont le volume se chiffre déjà par dizaines de millions de dollars. Pour y parvenir, l'Union soviétique est prête à reprendre les négociations soviéto-américaines qui ont été interrompues par la partie américaine au moment où des approches propres à dégager une solution éventuelle commençaient à se préciser. L'Union soviétique ne voit pas non plus d'objections à ce que d'autres Etats participent aussi à l'examen du problème de la limitation du commerce des armes.

Réduction des budgets militaires. Voilà bien des années déjà que la question est débattue au sein de l'ONU et d'autres enceintes internationales. Il n'empêche que les dépenses militaires effectives ne cessent de monter en flèche.

En attendant, la plupart des Etats et l'Union soviétique avec eux se déclarent convaincus que ce processus peut et doit être renversé.

Les compressions des budgets militaires pourraient être opérées suivant diverses méthodes : en pourcentage ou en chiffres absolus, suivant une démarche radicale ou par étapes. On pourrait également commencer par geler les budgets militaires; c'est sans doute sur une telle mesure que l'accord présenterait le moins de difficultés moyennant la volonté politique d'y parvenir.

Renonciation à l'utilisation de nouvelles découvertes et réalisations scientifiques et techniques à des fins militaires. Il s'agit d'un problème de grande envergure dont la solution n'est pas facile. Mais c'est la vie qui l'impose, et il est grand temps de réfléchir en commun sur les moyens de le régler. Il faudra de toute évidence associer les hommes de science et les spécialistes à l'examen de ce problème.

/...

Rapports entre le désarmement et la sécurité internationale. Relâchement des tensions militaires, consolidation de la stabilité stratégique, cessation de la course aux armements sont sans nul doute autant de mesures qui contribueraient à renforcer la sécurité de chaque Etat. En même temps, des mesures politiques et juridiques sérieusement pesées, leur assurant une sécurité accrue, permettraient aux Etats de faire plus facilement des progrès concrets en matière de limitation et de réduction des armements.

Il convient de chercher à progresser parallèlement dans deux directions : le désarmement et le renforcement de la sécurité internationale. En cette fin du XXème siècle, ce que la raison commande pour préserver la sécurité, ce n'est pas de construire des plans stratégiques d'escalade des conflits armés, y compris nucléaires, mais de faire un effort intense en vue de les empêcher d'éclater.

Dans le domaine militaire, il s'agit de mesures visant à arrêter la course aux armements, dans la sphère politico-juridique, il s'agit de régler les crises et conflits internationaux par voie de négociation, d'affermir le principe du non-recours à la force; sur le plan de la morale politique, il s'agit avant tout d'abandonner toute propagande en faveur de la guerre nucléaire et de renoncer à brandir des armes à la moindre aggravation des tensions internationales. L'Union soviétique est d'avis qu'il faut aller fermement et constamment de l'avant.

Dans cette perspective, la question de la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales attend depuis longtemps sa solution. Il convient que l'examen de cette question par les organes compétents de l'ONU soit débloqué.

Désarmement et développement économique. La course aux armements est la seule sphère de l'activité humaine où les ressources matérielles soient dépensées en pure perte et ce, en quantités colossales. Ces ressources ne devraient pas servir à la création de moyens d'extermination, mais à la solution des problèmes économiques et sociaux des peuples, à leur mieux-être et à leur épanouissement culturel.

La possibilité d'affecter des ressources beaucoup plus importantes qu'aujourd'hui à l'aide aux pays en développement pour rattraper leur retard hérité de l'époque coloniale est subordonné en premier lieu à la réaffectation des ressources actuellement englouties dans la course aux armements à des fins pacifiques.

x

x x

/...

A cette deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale est saisie de grands problèmes qui exigent le sens des responsabilités et ne souffrent pas de délai. Les États membres de l'Organisation des Nations Unies auront à étudier les questions les plus actuelles et les plus vitales que posent la limitation des armements et le désarmement. Il faut que ces débats donnent une nouvelle impulsion à la recherche d'une solution concrète à ce problème. Tel est d'ailleurs le premier devoir de l'Organisation des Nations Unies, qui découle de la Charte et de la mission essentielle que celle-ci lui assigne - préserver les générations présentes et futures du fléau de la guerre.
